ADV. - 1 + 1959 L. 6329/1.
L. 6331/1.

Coordination (4)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 août 1958, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "créant une commission médicale pour l'aptitude au service aérien (CMAS Aé) et une commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien (CMA AS Aé)";

2° un projet d'arrêté royal "fixant la réglementation médicale relative à l'aptitude au service aérien des diverses catégories du personnel navigant de la force aérienne",

a donné le 8 décembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e augustus 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van een geneeskundige commissie voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCG Lu D) en een geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCBG Lu D)";

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de medische regeling met betrekking tot de geschiktheid voor de luchtdienst van de verschillende categorieën varend personeel bij de luchtmacht",

heeft de 8e december 1958 het volgend advies gegeven :

La section de législation du Conseil d'Etat est saisie d'une demande d'avis concernant les deux projets suivants :

- un projet d'arrêté royal créant une commission médicale pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.S. Aé.) et une commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.A.S.Aé.) (L.6329) ;
- un projet d'arrêté royal fixant la réglementation médicale relative à l'aptitude au service aérien des diverses catégories du personnel navigant de la force aérienne (L.6331).

Ce second projet a comme objet de fixer les critères d'aptitude physique dont les commissions prévues par le premier projet auront à tenir compte pour se prononcer sur l'aptitude physique au service aérien des membres du personnel navigant de la force aérienne ou des candidats membres de ce personnel.

Ces deux projets n'en forment, en réalité, qu'un seul; il s'indique, dès lors, de faire du second projet une annexe du premier.

\+

\+ \+

.../...

I. Observations relatives au projet d'arrêté royal créant une commission médicale pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.S.Aé.) et une commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.A.S.Aé.).

Le projet appelle une première observation générale analogue à celle formulée au début de l'avis concernant le projet relatif aux commissions d'aptitude et de réforme (C.M.A.R.). Quelle est la nature des commissions créées par le présent projet ?

Ces commissions ont compétence pour se prononcer sur l'aptitude physique au service aérien soit des candidats demandant à entrer dans les cadres du personnel navigant de la force aérienne, soit des membres de ce personnel.

Lorsqu'il s'agit de vérifier l'aptitude à l'entrée dans le service, la commission n'exerce qu'une fonction administrative. Le candidat ne peut faire valoir, en effet, aucun droit subjectif à entrer au service. Aucune procédure d'appel n'est d'ailleurs prévue en ce cas par le projet.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, de vérifier la persistance de l'aptitude d'un membre déjà incorporé, la question est différente. Ce membre peut faire valoir un droit subjectif à être maintenu en service, si, toutes autres conditions de ce maintien étant réalisées, il demeure apte physiquement . C'est aussi l'intérêt du service de conserver un membre du personnel déjà initié ou de l'écarter s'il est inapte. Le projet prévoit, d'ailleurs, en cette hypothèse,

la possibilité d'un appel et même, en cas de fraude, d'une revision. Les décisions que les commissions sont appelées alors à prononcer, ont-elles valeur juridictionnelle ou non, s'imposent-elles éventuellement aux tribunaux en cas d'action ultérieure en paiement de traitements ou de dommages et intérêts? Tel est le problème.

Il importe de remarquer d'abord à ce sujet que l'intention du Gouvernement est de faire intervenir la commission de première instance et éventuellement d'appel, dans tous les cas où se pose la question de l'aptitude physique au service aérien des membres du personnel navigant. Or, ces cas sont prévus tantôt par des lois, tantôt par de simples règlements.

a) Les lois prévoyant l'intervention d'une commission médicale sont ici la loi du 1er mars 1958 (articles 16 et 22) qu'il y a lieu de rapprocher de l'article 3, D, des lois coordonnées sur les pensions militaires, et la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne (articles 5 et 9), ainsi que la loi de la même date relative aux sous-officiers de la force aérienne (articles 5 et 8). Et l'on peut déduire de ces textes que le législateur a voulu que les décisions des commissions lient l'exécutif au sujet de la constatation de l'aptitude et de l'inaptitude.

b) Par contre, l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix permet, en son article 10, de rayer du personnel navigant, avant l'expiration de son engagement, le candidat élève inapte physiquement; et l'on ne peut déduire de ce texte ni qu'une commission devrait intervenir, ni qu'elle aurait un pouvoir de décision liant l'exécutif quant à la constatation de l'aptitude. L'intervention de la commission prévue par le présent projet a donc, en l'occurrence, une base exclusivement réglementaire et non législative.

Ainsi qu'on l'a exposé dans l'avis donné sur le projet relatif aux commissions d'aptitude et de réforme, une distinction doit être faite entre ces deux hypothèses et dans la seconde (litt. b), il est permis de penser qu'eu égard aux tendances actuelles de la jurisprudence, les tribunaux pourraient être amenés à nommer des experts de leur choix s'ils venaient à être saisis de la question de l'aptitude ou de l'inaptitude par voie d'une action en paiement de supplément de traitement ou de pension ou d'une demande en dommages et intérêts. En l'occurrence, ils pourraient être d'autant plus enclins à faire revoir par des médecins de leur choix la question de l'aptitude, que la procédure prévue par le projet devant ces commissions n'offre pas aux intéressés les garanties nécessaires. En effet, si le projet prévoit la possibilité d'un appel, il n'organise pas, même en appel, la communication du dossier aux intéressés ou au médecin choisi par eux, ni la contradiction sur les éléments médicaux que ce dossier contient. A cet égard, il importerait de compléter le projet

en organisant la communication du protocole d'examen médical établi à la suite de la comparution de l'intéressé devant la commission de première instance et en permettant la discussion du contenu de ce protocole devant la commission d'appel.

C'est sous réserve de cette observation générale que le Conseil d'Etat propose le texte ci-après.

\+

\+ +

Il est suggéré de diviser le projet en trois chapitres.

Le chapitre Ier aura trait aux divers examens d'aptitude que le candidat membre du personnel navigant et le membre de ce personnel doivent ou peuvent subir.

Le chapitre II aura trait aux commissions d'aptitude au service aérien.

Le chapitre III, enfin, contiendra des dispositions diverses.

\+

\+ +

L'arrêté du Régent du 30 août 1946 relatif au personnel navigant de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1951, définit les catégories du personnel navigant sans préciser de quel cadre d'officiers ils font partie. Introduire ces précisions dans les articles 3 et 4 du projet risque, non seulement d'alourdir le texte, mais également de provoquer des confusions. Il y a lieu de modifier ces deux articles pour les mettre en concordance avec l'arrêté du Régent du 30 août 1946.

\+

\+ +

Une observation identique doit être faite en ce qui concerne l'article 8, 1°, du projet, qui semble donner une définition du personnel temporaire autre que celle de l'arrêté du Régent du 30 août 1946 alors que les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées, ne sont nullement d'apporter des modifications à cet arrêté.

Il y a toutefois lieu de se demander si ces intentions n'ont pas changé. Par lettre du 4 novembre 1958, le Ministre de la Défense nationale a demandé l'avis du Conseil d'Etat au sujet d'un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées; il semble résulter de ce projet qu'à coté du personnel temporaire, serait créée la catégorie du personnel navigant

occasionnel. Si le Gouvernement entendait fixer à l'égard de ce personnel des règles spéciales d'aptitude physique, le présent projet devrait être remanié pour prévoir cette nouvelle hypothèse.

\+

\+ +

Suivant l'article 8, 3°, du projet, la commission est chargée de : "proposer de déférer à la commission militaire d'aptitude et de réforme, les cas des militaires relevant de la compétence de cette commission".

La commission étant incompétente pour statuer sur l'inaptitude à tout service armé, il n'y a pas lieu de rédiger ce 3° comme constituant une compétence spéciale de la commission, mais bien comme un simple devoir d'informer le Ministre de la gravité du cas qui lui est soumis afin qu'il prenne la décision qui s'impose.

\+

\+ +

L'article 11 du projet dispose :

"Le chef de corps doit obligatoirement soumettre à l'examen médical épisodique de la commission, tout membre du personnel navigant qui aura été absent pour motif de santé pour une seule et même blessure ou maladie pour une durée dépassant vingt jours".

Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que, telle qu'elle est rédigée, cette disposition ne permettra pas de faire procéder à l'examen d'un membre du personnel navigant qui a été malade durant plus de vingt jours sans avoir été dans la situation administrative d'absent pour motif de santé. Si le Gouvernement entendait provoquer l'examen du militaire malade durant plus de vingt jours, par exemple durant un congé de faveur, il y aurait lieu de compléter le texte du projet.

\+

\+ +

L'article 14 prévoit le recours en appel, non seulement contre les décisions de la commission suite aux examens "périodiques", "épisodiques" ou "de révision", mais également contre la proposition faite par la commission de déférer le cas à la commission militaire d'aptitude et de réforme.

Cette proposition ne pouvant constituer, comme il a été dit ci-dessus, qu'une simple indication donnée au Ministre, il n'y a pas lieu de prévoir la possibilité d'établir, à son égard, un recours; si la commission militaire d'aptitude et de réforme est saisie, l'intéressé aura l'occasion de faire statuer sur son cas en première instance et en appel.

\+

\+ +

.../...

Suivant l'article 16 du projet, les deux commissions, de première instance et d'appel, sont toutes deux composées de trois officiers médecins.

N'y aurait-il pas lieu de prévoir, comme c'est le cas pour la commission militaire d'aptitude et de réforme, que la commission d'appel est composée de médecins ayant une expérience plus grande que leurs collègues faisant partie de la commission de première instance ?

\+

\+ \+

Suivant l'article 17, le secrétariat est assuré en même temps par un officier subalterne et deux sous-officiers secrétaires. L'article 18 dispose notamment que le personnel du secrétariat est désigné par le Ministre de la Défense nationale parmi les militaires du cadre actif.

En exigeant que ce personnel soit recruté uniquement parmi les militaires du cadre actif, le projet aura comme résultat d'empêcher la désignation non seulement de militaires faisant partie du cadre de réserve, mais également de civils. L'arrêté royal du 24 décembre 1951, autorisant le Ministre de la Défense nationale à engager du personnel de complément en vue d'occuper un certain nombre d'emplois prévus pour des militaires de rang subalterne et fixant le statut de ce personnel, ne pourra pas recevoir application.

Si l'intention du Gouvernement était de permettre l'application de ce dernier arrêté en ce qui concerne le secrétariat des commissions prévues par le projet, il y aurait lieu d'apporter aux articles 17 et 18 les modifications nécessaires.

C'est sous réserve de cette observation que le Conseil d'Etat propose le texte de ces deux articles.

\+

\+ \+

L'article 22 du projet dispose :

"Le recours prévu à l'article 14 est introduit auprès du président de la commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien dans les trente jours à dater de la notification de la décision entreprise. Ce recours est introduit par lettre recommandée à la poste s'il émane de l'intéressé, par dépêche s'il émane du Ministre de la Défense nationale".

Dans une procédure comme celle qui est organisée par le projet, il s'indique de prévoir la recommandation postale aussi bien pour le recours introduit par le Ministre que pour celui du militaire. Lorsque la commission aura à statuer sur la recevabilité du recours, il sera, en effet, nécessaire qu'elle puisse contrôler à l'aide des mentions de la poste la date de celui-ci. Il y aurait, dès lors,

lieu de prévoir la formalité de la recommandation postale pour tout recours en appel.

+

+ +

Suivant l'article 23 du projet, "les décisions des commissions sont notifiées au Ministre de la Défense nationale et aux intéressés". Le projet n'indique pas que cette notification doit se faire par lettre recommandée à la poste. Il y a lieu, cependant, de prévoir cette formalité, tout au moins pour la notification des décisions qui peuvent être déférées en appel ainsi que pour les décisions de la commission d'appel.

+

+ +

Suivant l'article 24 du projet, les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être revisées à la demande du Ministre de la Défense nationale.

Contrairement à la réglementation sur la commission militaire d'aptitude et de réforme, le projet ne prévoit pas de délai pour provoquer une telle révision.

S'il entrait dans les intentions du Gouvernement d'en prévoir un, il y aurait lieu de compléter l'article 24, § 2.

+

II. Observations relatives au projet d'arrêté royal fixant la réglementation médicale relative à l'aptitude au service aérien des diverses catégories du personnel navigant de la force aérienne.

Constituant une annexe du premier projet d'arrêté royal, le second projet devra subir certaines modifications de forme; il y aura lieu, notamment, d'en omettre les dispositions qui ne sont que la reproduction d'articles du premier projet.

\+

\+ +

Le second alinéa de l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"En outre, ils doivent satisfaire à des conditions médicales particulières prévues dans la présente annexe".

\+

\+ +

L'article 2 dispose notamment que le candidat membre du personnel navigant "sera prévenu que toute déclaration volontairement incomplète ou inexacte l'expose à être exclu de tout emploi présent ou futur à la force aérienne, sans préjudice des sanctions éventuelles et sans qu'il puisse réclamer aucune indemnité compensatoire ultérieure quelconque".

.../...

En disposant que l'intéressé ne peut réclamer aucune indemnité compensatoire, le projet modifie les règles de la responsabilité; il empiète, dès lors, sur la compétence du législateur. Cette disposition doit être omise.

\+

\+ +

L'article 3, alinéa 2, du projet dispose :

"En cas de doute quelconque au cours de l'examen, la commission doit recourir aux avis d'un ou de plusieurs médecins, services ou centres d'expertises militaires spécialisés, avec ou sans hospitalisation. Ces avis sont joints au dossier médical des intéressés".

Cette disposition n'est pas en concordance avec l'article 9 du projet d'arrêté royal créant les commissions médicales d'aptitude au service aérien, qui dispose d'une manière beaucoup plus large :

"Les commissions peuvent recourir à tous moyens d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts".

On ne peut, de plus, obliger une commission à prendre l'avis d'experts "en cas de doute quelconque"; c'est justement pour régler ces hypothèses que le projet d'arrêté créant les commissions prévoit, en son article 19, que "chaque commission se prononce à la majorité des voix".

Les articles 9 et 19 de cet arrêté rendent superflu l'article 3, alinéa 2, du projet.

\+
\+ +

L'article 4, alinéa 1er, qui prévoit l'élaboration d'un protocole d'examen médical, trouve sa place dans l'arrêté organique et non dans son annexe.

\+
\+ +

Il en est de même de l'article 4, alinéa 3, qui prévoit les limitations éventuelles imposées à l'activité aérienne des intéressés.

Il importe cependant de noter à ce sujet que le projet ne prévoit ces limitations que pour les candidats au personnel navigant; en effet, suivant l'article 27 du projet, l'article 4, qui prévoit ces limitations, n'est pas applicable aux examens autres que ceux de sélection. Il semble que ce soit le résultat d'une erreur. Des limitations d'activité aérienne se conçoivent certainement aussi, et même davantage en cours de carrière.

Comme l'intention du Gouvernement est sans doute de prévoir ces limitations dans l'un et dans l'autre cas, il y aurait lieu d'insérer l'article 4, alinéa 3, dans l'article 8, 1° et 2°, du projet d'arrêté organique.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

\+

\+ +

L'article 4, alinéa 2, du projet ne fait que répéter des dispositions du projet d'arrêté royal relatif aux commissions; il doit donc être omis.

\+

\+ +

L'article 5, 13°, devrait être rédigé sous forme de § 2 :

"§ 2. Pourront être déclarés immédiatement et définitivement inaptes au service aérien les candidats dont les antécédents révèlent une maladie ou infirmité qui, suivant la commission ,entraîne manifestement un effet fonctionnel préjudiciable à l'exercice ou la sécurité du vol".

\+

\+ +

Il ressort du premier alinéa de l'article 11 que l'article 10 doit sinon en totalité du moins en partie, être applicable non seulement aux candidats pilotes et aux candidats navigateurs que l'article 10 cite seuls, mais également aux candidats mécaniciens de bord, aux candidats radio-opérateurs et aux passagers non combattants.

En conséquence, l'article 10 devrait débuter comme suit :

"Tout candidat au personnel navigant doit, pour faire partie de ce personnel, réunir les conditions ci-après :

... ".

+

+ +

A l'exception de la dernière disposition, l'article 24 reproduit des textes du projet relatif aux commissions : il y a, dès lors, lieu de les omettre et de rédiger la dernière disposition comme suit :

"Lors des examens périodiques, la commission examine particulièrement les organes antérieurement signalés comme présentant une certaine tendance aux défaillances".

+

+ +

L'article 25 reproduit des dispositions contenues dans l'arrêté relatif aux commissions; il doit être omis.

+

+ +

Le chapitre II du titre II du projet est intitulé : "Les examens médicaux de révision".

Dans le projet d'arrêté royal relatif aux commissions, l'appellation "examens de révision" est réservée aux examens prévus par les articles 12 et 13; dans l'intitulé du chapitre II du titre II elle s'applique, non seulement à ces examens, mais également à ceux prévus par les articles 3, 4, 10 et 11.

Il y aurait , dès lors, lieu d'intituler ce chapitre "Les examens médicaux périodiques, extraordinaires et de révision".

\+

\+ \+

Pour ne pas répéter des dispositions du projet relatif aux commissions, il y aurait lieu d'omettre la dernière disposition de l'article 28 qui est, de plus, surabondante.

\+

\+ \+

L'article 40 ne fait que répéter les dispositions du projet d'arrêté relatif aux commissions; il doit être omis.

ARRETE ROYAL RELATIF A L'APTITUDE AU SERVICE AERIEN.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 13 juillet 1934, notamment l'article 3, D;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu la loi du 23 décembre 1955 sur les sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

Vu l'arrêté du Régent du 30 août 1946 relatif au personnel navigant de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 14 juillet 1951;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1958;

Vu l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 15 juillet 1958;

.../...

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1956 fixant les catégories de personnel navigant de l'aviation légère de la force terrestre;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - DE L'APTITUDE PHYSIQUE AU SERVICE AERIEN.

Article 1er.-

Les infirmités et maladies qui entraînent l'inaptitude au service aérien sont déterminées à l'annexe du présent arrêté.

Article 2.-

Le candidat au service aérien dans la force aérienne doit être reconnu apte à ce service après avoir subi un examen médical.

Article 3.-

L'aptitude physique au service aérien de tout membre du personnel navigant breveté, élève et de réserve, fait l'objet périodiquement, et au minimum une fois par an, d'un examen médical.

.../...

L'aptitude physique au service aérien de tout membre du personnel navigant temporaire fait l'objet périodiquement, et au minimum une fois tous les deux ans, d'un examen médical.

Le Ministre de la Défense nationale fixe la périodicité et les dates des examens médicaux visés au présent article.

Article 4.-

§ 1er. Le chef de corps doit, si le médecin en chef du corps ou du détachement l'estime nécessaire, soumettre à un examen médical d'aptitude physique au service aérien;

1° tout membre du personnel navigant, victime d'un accident;

2° tout membre du personnel navigant qui a été absent pour motif de santé durant moins de vingt jours.

§ 2. Le chef de corps doit soumettre à un examen médical d'aptitude physique au service aérien, tout membre du personnel navigant qui a été absent pour motif de santé, durant plus de vingt jours, en raison d'une seule et même blessure ou maladie.

.../...

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale, le commandant du groupement, le chef de corps ou le médecin en chef du corps ou du détachement, peut soumettre à un examen médical d'aptitude physique au service aérien, tout membre du personnel navigant dont le comportement fait craindre qu'il ne possède plus les aptitudes physiques imposées pour faire partie de ce personnel.

Article 6.-

Tout membre du personnel navigant peut, à tout moment, demander que son aptitude physique au service aérien fasse l'objet d'un examen médical.

Article 7.-

Est considéré d'office comme temporairement inapte au service aérien tout membre du personnel navigant :

1° exempt de service pour motif de santé;

2° hospitalisé;

3° en congé pour motif de santé;

4° en non-activité pour motif de santé;

5° qui fait l'objet d'un examen médical d'aptitude au service aérien en application des articles 4, § 2, 5 et 6.

.../...

CHAPITRE II. - DES COMMISSIONS MEDICALES POUR L'APTITUDE AU SERVICE AERIEN.

Article 8.-

Il est créé une commission médicale pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.S. Aé.) et une commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien (C.M.A.A.S. Aé.)

Article 9.-

§ 1er. La commission médicale pour l'aptitude au service aérien se prononce, après avoir procédé à l'examen médical prévu à l'article 2, sur l'aptitude physique au service aérien des candidats au personnel navigant de la force aérienne.

Les limitations éventuelles imposées à l'activité aérienne doivent être précisées dans chaque cas. Elles consistent notamment dans :

a) la limitation au vol de jour seulement;

b) la limitation en altitude;

c) la limitation de la durée du vol;

d) la limitation des vols acrobatiques;

e) la limitation aux appareils légers ou d'entraînement ou aux appareils de transport ou aux appareils de liaison;

.../...

f) la limitation aux appareils monomoteurs;

g) la limitation aux appareils biplaces avec un autre pilote;

h) la limitation aux vols sans caractère d'opération de guerre;

i) la limitation aux appareils à voilure fixe ou aux appareils à voilure tournante.

§ 2. La commission médicale pour l'aptitude au service aérien se prononce après avoir procédé aux examens prévus aux articles 3 à 6 sur l'aptitude ou l'inaptitude au service aérien des membres du personnel navigant de la force aérienne. Elle conclut à l'aptitude complète ou limitée, à l'inaptitude temporaire ou définitive.

Le § 1er, alinéa 2, est applicable à ces examens.

§ 3. Si la commission estime à l'occasion de l'un des examens prévus au § 2, que l'intéressé pourrait être inapte à tout service militaire, elle en informe le Ministre de la Défense nationale.

Article 10.-

La commission d'appel connaît, en second degré, sur recours de l'intéressé ou du Ministre de la Défense nationale, des décisions de la commission rendues par application de l'article 9, § 2; elle procède à un nouvel examen médical de l'intéressé.

.../...

Article 11.-

La commission médicale et la commission médicale d'appel sont composées chacune de trois officiers médecins,dont le plus élevé en grade et le plus ancien est président.

Il est désigné pour chacun des membres un ou plusieurs suppléants.

Article 12.-

Le secrétariat des deux commissions est assuré par un officier subalterne assisté de deux sous-officiers secrétaires.

Article 13.-

Les membres effectifs et suppléants des commissions ainsi que le personnel du secrétariat sont désignés par le Ministre de la Défense nationale parmi les militaires du cadre actif.

Article 14.-

Les membres des commissions et le personnel du secrétariat doivent être à même de traiter les affaires dans celle des deux langues nationales choisie par les intéressés.

.../...

Article 15.-

Le recours prévu à l'article 10 est introduit auprès du président de la commission d'appel, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la notification de la décision entreprise.

Article 16.-

Les commissions peuvent recourir à tout moyen d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts.

Article 17.-

Chaque commission se prononce à la majorité des voix.

Elle élabore un protocole d'examen médical dans lequel sont consignées les constatations faites au cours de l'examen et les conclusions qu'elle en tire quant à l'aptitude au service aérien de l'intéressé.

Article 18.-

Les décisions des commissions sont notifiées au Ministre de la Défense nationale et aux intéressés. Cette notification se fait par lettre recommandée à la poste lorsque les commissions ont statué par application de l'article 9, § 2, et de l'article 10.

.../...

Article 19.-

Les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être revisées à la demande du Ministre de la Défense nationale.

La demande en révision est adressée au président de la commission qui a rendu la décision entreprise.

Les cas soumis à révision sont examinés par la commission ayant rendu la décision entreprise, comme s'il s'agissait d'une première demande.

La décision sur la demande en révision rendue par la commission médicale est susceptible du recours prévu à l'article 10.

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 20.-

Le président de la commission médicale d'appel exerce, au point de vue administratif et disciplinaire, les attributions de chef de corps à l'égard des membres des deux commissions et du secrétariat.

Chaque commission établit son règlement d'ordre intérieur; il est soumis à l'approbation du Ministre de la Défense nationale.

.../...

Article 21.-

Les membres du personnel navigant de l'aviation légère de la force terrestre sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Article 22.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du Régent du 27 décembre 1946 portant la réglementation médicale d'aptitude physique au service du personnel navigant de l'aéronautique militaire belge;

2° l'article 14 de l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux officiers auxiliaires de la force aérienne;

3° l'article 12 de l'arrêté royal du 23 mai 1956 relatif aux sous-officiers auxiliaires de la force aérienne.

Article 23.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Tableau des infirmités et maladies qui entraînent l'inaptitude au service aérien.

... (le texte du projet d'arrêté royal fixant la réglementation médicale relative à l'aptitude au service aérien des diverses catégories du personnel navigant de la force aérienne, en en omettant le préambule et en y apportant les modifications indiquées dans l'avis) ...

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

De afdeling wetgeving van de Raad van State is verzocht van advies te dienen over de volgende ontwerpen :

- een ontwerp van koninklijk besluit tot instelling van een geneeskundige commissie voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCG Lu D) en een geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCBG Lu D) (L.6329) ;

- een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de medische regeling met betrekking tot de geschiktheid voor de luchtdienst van de verschillende categorieën varend personeel bij de luchtmacht (L.6331).

Dit tweede ontwerp strekt tot het vaststellen van de criteria waarmede de in het eerste ontwerp bedoelde commissies rekening moeten houden om te oordelen over de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst van leden van het varend personeel bij de luchtmacht of kandidaat-leden van dit personeel.

Deze beide ontwerpen vormen er in feite maar één ; het tweede ontwerp dient dus een bijlage van het eerste te worden.

\+

\+ \+

.../...

I. Opmerkingen betreffende het ontwerp van koninklijk besluit tot instelling van een geneeskundige commissie voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCG Lu D) en een geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor de luchtdienst (GCBG Lu D).

Bij het ontwerp is allereerst een soortgelijke algemene opmerking te maken als waarmede het advies over het ontwerp betreffende de commissies voor geschiktheid en reform (MCGR) begint. Van welke aard zijn de door dit besluit ingestelde commissies ?

Zij zijn bevoegd om uitspraak te doen over de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst, zowel van kandidaten die verzoeken om te worden opgenomen in de kaders van het varend personeel bij de luchtmacht, als van leden van dit personeel.

Wanneer zij een onderzoek naar de geschiktheid instelt bij de dienstneming, treedt de commissie zuiver administratief op. De kandidaat kan zich immers op geen enkel subjectief recht beroepen om in de dienst te worden opgenomen. Voor dat geval stelt het ontwerp trouwens geen procedure van hoger beroep vast.

De vraag doet zich echter anders voor wanneer het erom gaat, de blijvende geschiktheid van een reeds in de kaders opgenomen lid te onderzoeken. Deze kan

.../...

zich beroepen op een subjectief recht om in dienst te blijven indien hij, met voldoening aan alle andere ter zake geldende voorwaarden, lichamelijk geschikt blijft. Ook de dienst heeft er belang bij een met de dienst vertrouwd personeelslid te behouden, of hem te verwijderen indien hij ongeschikt is. Het ontwerp bepaalt ten andere, dat in zulk geval hoger beroep, en zelfs in geval van bedrog herkeuring mogelijk is. Hebben de beslissingen welke de commissies dan moeten nemen al dan niet rechtskracht, binden zij eventueel de rechtbanken bij latere vorderingen tot uitbetaling van wedden of schadevergoeding ? Hier ligt het probleem.

In dit verband moge allereerst worden opgemerkt, dat de Regering de bedoeling heeft de commissie van eerste aanleg en eventueel de commissie van beroep te doen optreden telkens als de vraag rijst naar de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst van een lid van het varend personeel. Die gevallen zijn echter nu eens in wetten, dan weer in gewone verordeningen omschreven.

a) De wetten waarin het optreden van een geneeskundige commissie is voorgeschreven, zijn in dit geval de wet van 1 maart 1958 (artikelen 16 en 22) die in verband moet worden gebracht met artikel 3, D, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht (artikelen 5 en 9),

.../...

en de wet van dezelfde datum betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht (artikelen 5 en 8). Uit die teksten kan worden afgeleid, dat de wetgever de uitvoerende macht door de beslissingen van de commissies inzake vaststelling van geschiktheid en ongeschiktheid heeft willen binden.

b) Op grond van artikel 10 van het koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd, kan de lichamelijk ongeschikte kandidaat-leerling daarentegen van de lijst van het varend personeel worden geschrapt vóór het verstrijken van zijn dienstverbintenis ; uit die tekst kan niet worden opgemaakt dat een commissie moet optreden, noch dat haar beslissing inzake de vaststelling van de ongeschiktheid de uitvoerende macht kan binden. Het optreden van de in dit ontwerp bedoelde commissie steunt dus in dit geval uitsluitend op verordeningen, maar niet op de wet.

Zoals is gezegd in het advies over het ontwerp betreffende de commissies voor geschiktheid en reform, moeten die twee gevallen onderscheiden worden. In het tweede geval (b), mag worden aangenomen dat de rechtbanken, gelet op de huidige strekking van de rechtspraak, door hen gekozen deskundigen zullen aanstellen, ingeval de vraag betreffende de geschiktheid of ongeschiktheid bij hen aanhangig wordt gemaakt ingevolge een vordering tot uitkering van weddesupplementen of pensioenen of ingevolge een eis tot schadevergoeding. In dit geval zouden zij

des te meer geneigd zijn om de door hen gekozen geneesheren te belasten met de herziening van de vraag naar de geschiktheid, daar de door het ontwerp voorgeschreven procedure voor bedoelde commissies de belanghebbenden niet de nodige waarborgen biedt. Ofschoon het ontwerp zegt, dat hoger beroep kan worden ingesteld, bepaalt het immers niet, zelfs niet voor de commissie van beroep, dat de belanghebbenden of de door hen gekozen geneesheer inzage kunnen nemen van het dossier, noch dat de geneeskundige gegevens van het dossier kunnen worden tegengesproken.

In dit opzicht behoort het ontwerp te worden aangevuld met een bepaling die zegt, dat kennis wordt gegeven van het protocol van geneeskundig onderzoek, hetwelk is opgesteld ingevolge de verschijning van belanghebbende voor de commissie van eerste aanleg, en dat de inhoud daarvan vóór de commissie van beroep kan worden betwist.

Onder voorbehoud van deze algemene opmerking, stelt de Raad van State verder een tekst voor.

\+

\+ \+

.../...

Voorgesteld wordt het ontwerp in drie hoofdstukken in te delen.

Hoofdstuk I zou handelen over de verschillende soorten van onderzoek naar de geschiktheid waaraan kandidaat-leden en leden van het varend personeel moeten of kunnen worden onderworpen.

Hoofdstuk II zou handelen over de commissies voor geschiktheid voor de luchtdienst.

Hoofdstuk III tenslotte zou diverse bepalingen bevatten.

\+

\+ +

Het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 betreffende het varend personeel van de luchtmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1951, bepaalt de categorieën van het varend personeel zonder evenwel aan te geven tot welk officierskader het behoort. Neemt men deze nadere gegevens op in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, dan wordt niet alleen de tekst verzwaard, maar kan ook verwarring ontstaan. De twee artikelen behoren te worden gewijzigd opdat zij in overeenstemming komen met het besluit van de Regent van 30 augustus 1946.

\+

\+ +

.../...

Een zelfde opmerking dient te worden gemaakt bij artikel 8, 1°, van het ontwerp, dat een andere definitie van "tijdelijk personeel" schijnt te bevatten dan het besluit van de Regent van 30 augustus 1946, dat de Regering nochtans, naar is medegedeeld, hoegenaamd niet wenst te wijzigen.

Toch rijst de vraag of die bedoeling niet veranderd is. Door zijn brief van 4 november 1958 heeft de Minister van Landsverdediging de Raad van State om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd ; dit ontwerp schijnt er op te wijzen, dat naast het tijdelijk personeel de categorie van het toevallig varend personeel zou worden opgericht. Wil de Regering ten aanzien van dit personeel bijzondere regelen inzake lichamelijke geschiktheid vaststellen, dan zou het onderhavig ontwerp zo moeten worden omgewerkt dat ook met deze nieuwe hypothese rekening wordt gehouden.

\+
\+ \+

Volgens artikel 8, 3°, van het ontwerp, is de commissie gelast : "voor te stellen dat de gevallenvan militairen die tot de bevoegdheid van de militaire commissie voor geschiktheid en reform behoren, naar deze commissie worden verwezen".

.../...

Aangezien de commissie niet bevoegd is om uitspraak te doen over de ongeschiktheid voor enige militaire dienst, moet de tekst onder 3° niet zo worden geformuleerd dat hij de commissie een bijzondere bevoegdheid geeft, maar zo, dat hij haar gewoon de verplichting oplegt, de Minister over de ernst van het voorgelegde geval voor te lichten opdat deze de nodige beslissing kan treffen.

\+
\+ +

Artikel 11 van het ontwerp bepaalt :

"De korpscommandant is verplicht, elk lid van het varend personeel dat langer dan twintig dagen om gezondheidsredenen wegens een en dezelfde kwetsuur of ziekte afwezig is geweest aan het tussentijds onderzoek door de commissie te onderwerpen".

Hier moet worden opgemerkt dat een lid van het varend personeel dat langer dan twintig dagen ziek is geweest zonder dat hij uit een administratief oogpunt afwezig is geweest om gezondheidsredenen, volgens de tekst van dit artikel niet aan een geneeskundig onderzoek kan worden onderworpen. Wil de Regering de militair die langer dan twintig dagen ziek is, bijvoorbeeld tijdens een gunstverlof, doen onderzoeken, dan moet zij de tekst van het ontwerp in die zin aanvullen.

\+
\+ +

.../...

Artikel 14 zegt, dat hoger beroep kan worden ingesteld, niet alleen tegen beslissingen van de commissie ingevolge "periodieke", "tussentijdse" of "herkeuringsonderzoeken", maar ook tegen het voorstel van de commissie om het geval aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform voor te leggen.

Aangezien dit voorstel, zoals reeds is gezegd, slechts een aanwijzing mag zijn voor de Minister, is er geen grond om beroep daartegen mogelijk te maken ; wordt de zaak bij de militaire commissie voor geschiktheid en reform aanhangig gemaakt, dan zal de betrokkene over zijn geval in eerste aanleg en in beroep kunnen laten beslissen.

\+
\+ +

Volgens artikel 16 van het ontwerp zijn de commissie van eerste aanleg en de commissie van beroep elk samengesteld uit drie officieren-geneesheren.

Moet ook hier niet worden bepaald, zoals voor de commissie voor geschiktheid en reform, dat de commissie van beroep samengesteld is uit geneesheren met meer ondervinding dan hun collega's van de commissie van eerste aanleg ?

\+
\+ +

.../...

Volgens artikel 17 wordt het secretariaat tegelijk door een lager officier en door twee onderofficieren-secretarissen waargenomen. Artikel 18 bepaalt onder meer dat het personeel van het secretariaat door de Minister van Landsverdediging onder de militairen van het actief kader wordt aangewezen.

De eis, dat dit personeel uitsluitend wordt aangeworven uit militairen van het actief kader, zal tot gevolg hebben dat niet alleen militairen van het reservekader maar ook burgers worden uitgesloten. Het koninklijk besluit van 24 december 1951 tot machtiging van de Minister van Landsverdediging om voor een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor militairen van lagere graad aanvullingspersoneel aan te werven en tot vaststelling van dezes statuut, zal geen toepassing vinden.

Wil de Regering dit besluit toch toepassing doen vinden ten aanzien van de leden van het secretariaat der in het ontwerp bedoelde commissies, dan behoren de artikelen 17 en 18 dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Onder voorbehoud van deze opmerking stelt de Raad van State de tekst van deze artikelen voor.

+

+ +

.../...

Artikel 22 van het ontwerp bepaalt :

"Het in artikel 14 bedoelde beroep wordt binnen de dertig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de bestreden beslissing, bij de voorzitter van de geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor de luchtdienst ingediend. Dit beroep wordt ingediend bij een ter post aangetekend schrijven zo het van de belanghebbende uitgaat, bij een aanschrijving indien het door de Minister van Landsverdediging wordt ingesteld".

In een procedure als het ontwerp voorschrijft, moet zowel het beroep van de Minister als dat van de militair bij een ter post aangetekende brief worden ingesteld. Wanneer de commissie uitspraak moet doen over de ontvankelijkheid van het beroep, moet zij immers aan de hand van de door de post aangebrachte gegevens de datum kunnen vaststellen. Daarom dient het ontwerp te bepalen, dat elk hoger beroep bij een ter post aangetekende brief moet worden ingesteld.

\+

\+ \+

Volgens artikel 23 van het ontwerp wordt "van de beslissingen van de commissies aan de Minister van Landsverdediging en aan de belanghebbenden kennis gegeven". Het ontwerp zegt niet dat die kennisgeving bij een ter post aangetekende brief moet plaats hebben. Die formaliteit moet nochtans worden

.../...

voorgeschreven, ten minste voor de kennisgeving van beslissingen waartegen in beroep kan worden gekomen en voor beslissingen van de commissie van beroep.

\+

\+ +

Volgens artikel 24 van het ontwerp kunnen de beslissingen van de commissies, in geval van bedrog, op verzoek van de Minister van Landsverdediging worden herzien.

In tegenstelling met de regeling betreffende de militaire commissie voor geschiktheid en reform, stelt het ontwerp geen termijn om zulke herziening te vorderen.

Wil de Regering een termijn vaststellen, dan behoort artikel 24, § 2, te worden aangevuld.

\+

\+ +

II. Opmerkingen betreffende het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de medische regeling met betrekking tot de geschiktheid voor de luchtdienst van de verschillende categorieën varend personeel bij de luchtmacht.

Als bijlage bij het eerste ontwerp van koninklijk besluit zal de vorm van dit tweede ontwerp enigszins moeten worden gewijzigd; zo dienen onder meer de bepalingen te vervallen die slechts de herhaling zijn van artikelen uit het eerste ontwerp.

\+

\+ +

.../...

Het tweede lid van artikel 1 leze men als volgt :

"Bovendien moeten zij aan de in deze bijlage gestelde bijzondere medische vereisten voldoen".

\+

\+ \+

Artikel 2 bepaalt onder meer, dat het kandidaat-lid van het varend personeel "zal worden gewaarschuwd dat iedere opzettelijk onvolledige of onjuiste verklaring voor hem uitsluiting kan betekenen van elke huidige of toekomstige betrekking bij de luchtmacht, onverminderd de eventuele straffen en zonder dat hij later enige schadeloosstelling zal kunnen eisen".

Door te bepalen dat de belanghebbende geen schadeloosstelling zal kunnen eisen, wijzigt het ontwerp de regels betreffende de aansprakelijkheid; het doet afbreuk aan de bevoegdheid van de wetgever. Deze bepaling dient te vervallen.

\+

\+ \+

Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"In geval van enige twijfel tijdens het onderzoek, moet de commissie het advies inwinnen van een of meer geneesheren, gespecialiseerde militaire diensten of expertise centra, met of zonder hospitalisatie.

.../...

Die adviezen worden bij het medisch dossier van de belanghebbende gevoegd".

Deze bepaling is niet in overeenstemming met artikel 9 van het ontwerp van het besluit tot oprichting van de geneeskundige commissies voor geschiktheid voor luchtdienst, dat in veel ruimere zin bepaalt :

"De commissies mogen van alle onderzoekingsmiddelen gebruik maken en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen".

Bovendien kan een commissie niet verplicht worden "in geval van enige twijfel" het advies van deskundigen in te winnen. Juist om die gevallen te regelen, bepaalt artikel 19 van het ontwerp van besluit tot oprichting van de commissies : "Iedere commissie spreekt zich bij meerderheid van stemmen uit".

De artikelen 9 en 19 van dit besluit maken artikel 3, tweede lid, van het ontwerp overbodig.

\+

\+ \+

Artikel 4, eerste lid, betreffende het opmaken van een protocol van geneeskundig onderzoek, hoort thuis in het organiek besluit en niet in de bijlage.

\+

\+ \+

..../....

Hetzelfde geldt voor artikel 4, derde lid, betreffende de eventuele beperkingen van de luchtactiviteiten van de belanghebbenden.

In dit verband moge evenwel worden opgemerkt, dat die beperkingen alleen gelden voor kandidaten-leden van het varend personeel; volgens artikel 27 van het ontwerp is artikel 4, dat die beperkingen oplegt, immers niet toepasselijk op onderzoek dat geen selectie-onderzoek is. Dit schijnt op een vergissing te berusten. Ook en vooral gedurende de loopbaan, moeten immers beperkingen kunnen worden opgelegd wat de luchtdienst betreft.

Aangezien de Regering ongetwijfeld die beperkingen in beide gevallen opgelegd wil zien, dient artikel 4, derde lid, in artikel 8, 1° en 2°, van het ontwerp van organiek besluit te worden ingevoegd.

In de door de Raad van State voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

\+

\+ \+

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp is slechts een herhaling van de bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de commissies; het behoort dus te vervallen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 5, 13°, behoort als een § 2 te worden geformuleerd :

" § 2. Onmiddellijk en voorgoed ongeschikt voor de luchtdienst kunnen worden verklaard kandidaten in wier antecedenten ziekten of gebreken voorkomen die volgens de commissie klaarblijkelijk een functioneel effect teweegbrengen dat nadelig is voor het vliegen en de vliegveiligheid".

+
+ +

Uit het eerste lid van artikel 11 blijkt dat artikel 10, zo niet geheel, dan toch gedeeltelijk toepasselijk moet zijn niet alleen op de kandidaat-piloten en op de kandidaat-navigators, welke artikel 10 alleen vermeldt, maar ook op de kandidaat-boordmecaniciens, de kandidaat-radio-operateurs en de medevarenden niet-strijders.

Derhalve behoort artikel 10 als volgt te beginnen :

"Elk kandidaat-lid van het varend personeel moet, om tot dit personeel te behoren, aan de volgende voorwaarden voldoen :

...".

+
+ +

Op de laatste bepaling na, herhaalt artikel 24 bepalingen uit het ontwerp betreffende de commissies; zij dienen dus te vervallen, terwijl de laatste bepaling als volgt kan worden gelezen :

"Bij het periodiek onderzoek onderzoekt de commissie voornamelijk de organen waarvan voorheen werd vermeld dat ze een neiging tot verzwakking vertoonden".

+
+ +

Artikel 25 herhaalt bepalingen uit het besluit betreffende de commissies; het dient te vervallen.

\+

\+ +

Het opschrift van hoofdstuk II van titel II van het ontwerp luidt : "De geneeskundige herkeuringsonderzoekingen".

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de commissies gebruikt de benaming "herkeuringsonderzoek" voor onderzoek als bedoeld in de artikelen 12 en 13; in het opschrift van hoofdstuk II van titel II slaat die benaming niet alleen op dat onderzoek, maar ook op het onderzoek bedoeld in de artikelen 3, 4, 10 en 11.

Derhalve geve men aan dit hoofdstuk het volgend opschrift : "Periodiek, buitengewoon en herkeuringsonderzoek".

\+

\+ +

Om geen bepalingen uit het ontwerp betreffende de commissies te herhalen, schrappe men de laatste twee volzinnen van artikel 28, die trouwens overbodig zijn.

\+

\+ +

Artikel 40 is slechts een herhaling van bepalingen uit het ontwerp-besluit betreffende de commissies; het dient te vervallen.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE GESCHIKTHEID VOOR LUCHTDIENST.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, inzonderheid op artikel 3,D;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Gelet op de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 betreffende het varend personeel van de luchtmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1951;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1958;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulponderofficieren van de lucht-

.../...

macht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juli 1958.

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 1956 tot vaststelling van de categorieën van het varend personeel van de lichte vliegdienst der landmacht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I - LICHAMELIJKE GESCHIKTHEID VOOR LUCHTDIENST.

Artikel 1.-

De gebreken en ziekten die ongeschikt maken voor luchtdienst zijn in de bijlage van dit besluit bepaald.

Artikel 2.-

De kandidaat voor de luchtdienst bij de luchtmacht moet voor die dienst geschikt worden bevonden op grond van een geneeskundig onderzoek.

Artikel 3.-

De lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst van elk gebreveteerd, lerend of reservelid van het

.../...

varend personeel wordt geregeld en ten minste eens per jaar nagegaan aan de hand van een geneeskundig onderzoek.

De lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst van elk tijdelijk lid van het varend personeel wordt geregeld en ten minste om de twee jaar nagegaan aan de hand van een geneeskundig onderzoek.

De Minister van Landsverdediging bepaalt hoe dikwijls en op welke data het in dit artikel bedoelde geneeskundig onderzoek plaats heeft.

Artikel 4.-

§ 1. De korpscommandant moet, indien de hoofdgeneesheer van het korps of detachement zulks nodig acht, aan een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst onderwerpen :

1° elk door een ongeval getroffen lid van het varend personeel;

2° elk lid van het varend personeel dat minder dan twintig dagen om gezondheidsredenen afwezig is geweest.

§ 2. De korpscommandant moet elk lid van het varend personeel dat om gezondheidsredenen wegens een en dezelfde verwonding of ziekte langer dan twintig dagen afwezig is geweest, aan een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst onderwerpen.

.../...

Artikel 5.-

De Minister van Landsverdediging, de groeperingscommandant, de korpscommandant of de hoofdgeneesheer van het korps of detachement kan elk lid van het varend personeel, wiens gedragingen de vrees wettigen dat hij niet langer lichamelijk geschikt is om tot dit personeel te behoren, aan een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst onderwerpen.

Artikel 6.-

Elk lid van het varend personeel mag te allen tijde vragen om aan een geneeskundig onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst te worden onderworpen.

Artikel 7.-

Als tijdelijk ongeschikt voor luchtdienst wordt van ambtswege beschouwd elk lid van het varend personeel :

1° vrijgesteld van dienst om gezondheidsredenen;

2° in het hospitaal verpleegd;

3° met verlof om gezondheidsredenen;

4° op nonactiviteit om gezondheidsredenen;

5° bij toepassing van de artikelen 4, § 2, 5 en 6, onderworpen aan een geneeskundig onderzoek naar de geschiktheid voor luchtdienst.

.../...

HOOFDSTUK II - GENEESKUNDIGE COMMISSIE VOOR GESCHIKTHEID VOOR LUCHTDIENST.

Artikel 8.-

Er wordt een geneeskundige commissie voor geschiktheid voor luchtdienst (GCG LuD) en een geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor luchtdienst (GCBG LuD) ingesteld.

Artikel 9.-

§ 1. De geneeskundige commissie voor geschiktheid voor luchtdienst doet, na het in artikel 2 bedoelde geneeskundig onderzoek te hebben verricht, uitspraak over de lichamelijke geschiktheid voor luchtdienst van de kandidaten voor het varend personeel van de luchtmacht.

Eventuele beperkingen van de luchtactiviteiten moeten voor elk geval worden omschreven. Die beperkingen zijn onder meer :

a) beperking tot dagvluchten alleen;
b) beperking van de hoogte;
c) beperking van de vliegduur;
d) beperking ten aanzien van de luchtacrobatiek;
e) beperking tot lichte vliegtuigen, oefenvliegtuigen, transportvliegtuigen of verbindingsvliegtuigen;
f) beperking tot eenmotorige vliegtuigen;
g) beperking tot vliegtuigen met twee zitplaatsen in gezelschap van een ander piloot;

.../...

h) beperking tot vluchten die niet het karakter van krijgsverrichtingen hebben;
i) beperking tot vliegtuigen met vaste of tot vliegtuigen met wentelende draagvlakken.

§ 2. De geneeskundige commissie voor geschiktheid voor luchtdienst beslist, na het in de artikelen 3 tot 6 bepaalde onderzoek te hebben verricht, of de leden van het varend personeel van de luchtmacht al dan niet voor luchtdienst geschikt zijn. Zij besluit tot volledige of beperkte geschiktheid, tot tijdelijke of definitieve ongeschiktheid.

Paragraaf 1, tweede lid, is op deze soorten van onderzoek toepasselijk.

§ 3. Oordeelt de commissie, bij een van de in § 2 bepaalde soorten van onderzoek, dat de betrokkene voor enige militaire dienst ongeschikt zou kunnen zijn, dan geeft zij de Minister van Landsverdediging hiervan kennis.

Artikel 10.-

Stelt de betrokkene of de Minister van Landsverdediging beroep in, dan neemt de commissie van beroep in tweede aanleg kennis van de beslissingen, welke de commissie bij toepassing van artikel 9, § 2, heeft gewezen; zij onderwerpt de belanghebbende aan een nieuw geneeskundig onderzoek.

.../...

Artikel 11.-

De geneeskundige commissie en de geneeskundige commissie van beroep zijn elk samengesteld uit drie officieren-geneesheren van wie de hoogste in graad met de meeste anciënniteit voorzitter is.

Voor elk lid worden een of meer plaatsvervangers aangesteld.

Artikel 12.-

Het secretariaat van beide commissies wordt waargenomen door een lager officier bijgestaan door twee onderofficieren-secretarissen.

Artikel 13.-

De leden en plaatsvervangende leden van de commissies alsmede het personeel van het secretariaat worden door de Minister van Landsverdediging uit militairen van het actief kader aangewezen.

Artikel 14.-

De leden van de commissies en het personeel van het secretariaat moeten de zaken kunnen behandelen in die van beide landstalen welke de belanghebbenden kiezen.

Artikel 15.-

Het in artikel 10 bedoelde beroep wordt bij een ter post aangetekende brief bij de voorzitter van

.../...

de commissie van beroep ingesteld binnen dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

Artikel 16.-

De commissies mogen van alle onderzoekingsmiddelen gebruik maken en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen.

Artikel 17.-

Iedere commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen.

Zij houdt een protocol van geneeskundig onderzoek waarin de tijdens het onderzoek gedane vaststellingen en de conclusies betreffende de geschiktheid van de belanghebbende voor luchtdienst worden opgetekend.

Artikel 18.-

Van de beslissingen van de commissies wordt aan de Minister van Landsverdediging en aan de belanghebbenden kennis gegeven. Hebben de commissies uitspraak gedaan bij toepassing van artikel 9, § 2, en van artikel 10, dan geschiedt de kennisgeving bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 19.-

Beslissingen van de commissies kunnen, in geval van bedrog, op verzoek van de Minister van Landsverdediging worden herzien.

.../...

De aanvraag om herziening wordt gericht aan de voorzitter van de commissie die de bestreden beslissing heeft genomen.

Aan herziening onderworpen gevallen worden door de commissie die de bestreden beslissing heeft genomen, onderzocht alsof het een eerste aanvraag betrof.

Tegen beslissingen van de geneeskundige commissie over aanvragen om herziening kan het in artikel 10 bedoelde beroep worden ingesteld.

HOOFDSTUK III - DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 20.-

In administratief en disciplinair opzicht oefent de voorzitter van de geneeskundige commissie van beroep ten aanzien van de leden van beide commissies en van het secretariaat de bevoegdheid van korpscommandant uit.

Elke commissie maakt haar huishoudelijk reglement op; het wordt aan de Minister van Landsverdediging ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 21.-

Leden van het varend personeel van de lichte vliegdienst van de landmacht zijn aan de bepalingen van dit besluit onderworpen.

.../...

Artikel 22.-

Opgeheven worden :

1° het besluit van de Regent van 27 december 1946 houdende geneeskundig reglement inzake lichamelijke geschiktheid voor de dienst van het varend personeel van het militair vliegwezen;

2° artikel 14 van het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht;

3° artikel 12 van het koninklijk besluit van 23 mei 1956 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht.

Artikel 23.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

Tabel der gebreken en ziekten die ongeschikt maken voor luchtdienst.

... (tekst van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de medische regeling met betrekking tot de geschiktheid voor de luchtdienst van de verschillende categorieën varend personeel bij de luchtmacht, zonder de aanhef en met de in het advies voorgestelde wijzigingen) ...

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.